

19èmes Journées Internationales de Sociologie du Travail
Madrid
7, 8, 9 et 10 juillet 2026

Appel à communications

« Circulations, divisions, localisations »

Le monde du travail contemporain est traversé par une dynamique croisée de circulations et d'inscriptions, formelles ou informelles, matérielles ou symboliques, visibles ou invisibles, agissant comme autant de mécanismes d'organisation (de processus productifs, de territoires, de groupes professionnels, etc.) et de fragmentations (des groupes, des territoires). Ces circulations, qui englobent les mouvements de marchandises, de capitaux, de technologies, de personnes, d'idées et de représentations, font l'objet de régulations et de dérégulations à différentes échelles – globales et locales, sociétales, productives. Elles s'inscrivent de façons hétérogènes dans les territoires qu'elles traversent, de façons plus ou moins durables, contribuant à redéfinir les divisions du travail ainsi que les dépendances entre les territoires. Elles se situent aussi au cœur des stratégies d'entreprise, des politiques publiques, des négociations professionnelles et des mobilisations collectives, à des échelles locales, nationales, internationales, et évoluent et se recomposent au fil du temps selon des jeux complexes de flux, de tensions, de conflits et de nouvelles configurations sociales, économiques, politiques et idéologiques. Comprendre ces dynamiques complexes nécessite de repenser le travail et ses sociologies à partir d'un dialogue résolument international et multi-positionné.

Les XIXèmes Journées Internationales de Sociologie du Travail, qui se dérouleront à Madrid en 2026 (JIST 2026), sont une occasion pour les sociologues du travail issu.es de pays francophones et hispanophones de réfléchir et d'échanger sur le « global » qui niche dans leurs propres objets de recherche. Le thème choisi « Circulations, Divisions, Localisations » englobe les formes traditionnelles de la division internationale du travail et des chaînes de valeur mondiales (Nord-Sud, centre-périphérie), mais plus largement toutes les nouvelles formes de recompositions des géographies sociales du travail et de fragmentation des processus de travail et des collectifs de travailleur.es (externalisations, sous-traitances, formalité-informalité, productif-reproductif, légal-illégal, etc.). Il met en lumière le décentrement des axes de production et de circulation des marchandises à l'échelle mondiale, tout en soulignant l'existence de processus productifs dans les régions centrales intégrant des formes de travail considérées comme périphériques (« les Suds dans les Nords »), et vice versa, avec des régions périphériques prenant une place centrale dans la production de capital. Ce phénomène peut être en partie attribué à l'émergence de nouvelles configurations socio-spatiales (nouvelles divisions du travail liées aux phénomènes de métropolisation, absorption des territoires par des nouvelles spécialisations productives -culturelles, industrielles, logistiques-, villes en déclin, etc.), ainsi qu'à la mobilisation massive dans tous les pays du monde d'une main-d'œuvre venue d'ailleurs.

Depuis la crise de 2008, d'importantes fractures au sein du projet néolibéral se sont révélées dans les pays du Sud de l'Europe, tandis que de nouveaux spectres parcourent le monde, alimentant l'incertitude quant à la pérennité du statut salarial dans divers secteurs productifs des pays du Nord, dans un contexte international marqué par l'autoritarisme et la répression des mobilisations de contestation et la menace pressante de l'effondrement climatique. Dans l'entre-temps contemporain, de nouveaux discours managériaux émergent, portés par des imaginaires techno-optimistes qui accompagnent le développement de l'intelligence artificielle, le contrôle algorithmique, l'automatisation, et la quête d'une éventuelle « fin » des moteurs à combustion... Il s'agit de discours qui masquent la reproduction des inégalités, la violence patriarcale, le racisme et l'émergence de nouvelles formes de précarité, d'usure et de souffrance au travail.

Mais la relation salariale, diverse et plurielle selon les pays et les régions, se déploie de manière dynamique et conflictuelle, des nouvelles oppositions et résistances, voire des lignes de fuite, émergent. Les formes de mobilisation du travail sont plurielles (travail salarié, travail indépendant, travail gratuit...), ce qui pose la question des acteurs contribuant à organiser cette diversification et interroge le rôle des États et des firmes, mais également l'ensemble des régulations politiques et sociales qui les rendent possibles. Se pose également la question des mises à l'épreuve de l'ordre social, national et sexué qui en résultent dans les pays et les mouvements sociaux qui peuvent en résulter. A ce titre, l'attention peut se porter sur les (sous)cultures du travail, les socialisations (in)formelles, sur le développement de processus de mobilisation et d'organisation (populaires, ouvrières, professionnelles, etc.) au sein même de cette relation salariale. Parallèlement, il convient d'explorer les nouveaux mouvements sociaux, ainsi que les économies morales qui émergent dans les « autres » espaces de travail (économies domestiques, urbaines, populaires, paysannes, etc.), et plus largement les différentes grammaires et modalités de mobilisation qui s'affirment à côté de la sphère du travail dit « classique » : écologisme(s), féminisme(s), mouvements postcoloniaux, etc.

Madrid, située dans ce que l'on appelle la semi-périphérie européenne, occupe une position extrêmement ambiguë dans la hiérarchie géoéconomique mondiale : au Sud du Nord et au Nord du Sud ; capitale de l'un des projets sociaux-démocrates qui résistent encore, de manière résiduelle, au sein de l'Union européenne, mais gouvernée localement par l'une des initiatives néolibérales les plus extrêmes du paysage occidental. Sa principale université publique, mise à mal et menacée, se propose, avec des moyens limités mais avec un collectif conséquent de personnes engagées, de servir de lieu de rencontre entre les communautés scientifiques de tous ces mondes.

Sont attendues des communications portant sur, des **enquêtes sur les capitalismes contemporains et sur les résistances qu'ils suscitent** quelles que soient les échelles d'analyse et les formes qu'ils prennent dans les territoires où ils s'enracinent, des recherches qualitatives et/ou quantitatives ou des réflexions théoriques qui pourraient venir alimenter les débats possibles réunis dans les axes suivants :

Axe 1. Inégalités et fragmentations du travail et de l'emploi

L'une des stratégies de rentabilité mises en œuvre par le capitalisme contemporain, particulièrement au cours des 30 dernières années, pour maintenir et accroître les taux de profit est la fragmentation des processus de production et des collectifs de travailleurs qui les composent. Cette fragmentation s'opère tant entre différentes entreprises qu'entre régions et pays, constituant ce que l'on appelle les chaînes globales de production. Cette organisation du

travail participe à un phénomène plus vaste, où la délocalisation des activités est étroitement liée à la répartition inégale des revenus du travail, ainsi qu'aux diverses régulations des marchés de l'emploi locaux. Chaque phase de production ne peut être comprise isolément ; son analyse permet de reconstituer l'ensemble du processus de production d'un bien donné et d'évaluer ses implications économiques et sociales.

Dans les pays du Nord, sont concentrés les usines d'assemblage final des biens de consommation, où les groupes de travailleurs bénéficient de meilleures conditions de travail. Cela s'explique par le fait que ces salarié.es participent aux phases les plus valorisées de la chaîne de production, mais aussi parce qu'ils jouent un rôle essentiel en tant que consommateurs.trices et disposent d'une capacité de négociation relativement plus forte et d'un pouvoir d'achat plus élevé. Cette situation contraste fortement avec celle des travailleur.es des pays du Sud, qui sont souvent engagé.es dans des phases de production à faible valeur ajoutée, avec des conditions de travail précaires et peu de droits sociaux restreints. Cette configuration idéal-typique peut également se retrouver à des échelles régionales, voire locales : à cinq heures du matin, des millions de travailleurs des périphéries de Bogotá, Paris ou Moscou utilisent les transports publics pour rejoindre les nouveaux emplois du tertiaire déqualifié auquel ils sont assignés. Ces travailleur.es du tertiaire déqualifié ont été littéralement mis au service des travailleur.es qualifié.es qui vivent et travaillent dans les centres des métropoles, dans les espaces de la nouvelle économie post-fordiste. Dans les grandes métropoles globales, ces processus de polarisation des marchés du travail s'articulent étroitement à des rapports de genre, de classe et de race qui se réactualisent sans cesse dans les processus de mise au travail et d'assignation à des marchés spécifiques.

Parallèlement, cette fragmentation des processus de production rend compte d'une dynamique dans laquelle chaque État développe des normes et des formes de contrat adaptées aux spécificités de ses marchés du travail nationaux. Les régulations en matière de salaires minimaux, d'horaires de travail et de conditions de travail varient ainsi d'un pays à l'autre, contribuant à la reproduction et au renforcement des inégalités entre pays. Des innovations juridiques se déploient pour « réguler » les nouvelles « dérégulations » (contrats zéro heures, portage salarial, détachement, stages, travail de plateforme dit « uberisé », travail indépendant, etc.) tandis que des millions de travailleurs trouvent refuge dans les économies populaires et de subsistance, soumises à d'autres formes de régulation qu'il serait pertinent d'explorer. Cette réalité interroge non seulement les structures économiques, mais aussi les systèmes politiques et sociaux qui les sous-tendent, ainsi que les stratégies à long terme pour promouvoir une plus grande équité dans le marché du travail globalisé. En outre, comment la diffusion internationale des principes du New Public Management impacte-t-elle les conditions de travail et d'emploi des fonctionnaires et autres salariés du secteur public ou assimilé ? De quelles manières ces idées et pratiques managériales circulent-elles à l'échelle mondiale et modifient-elles les dynamiques de gestion au sein des organisations, tant publiques que privées ? Ces questions soulèvent des enjeux cruciaux quant à l'évolution des normes de travail et des relations professionnelles face aux défis d'un monde globalisé.

Enfin, les carrières et trajectoires socio-professionnelles sont profondément influencées par ces transformations. Les types de trajectoires peuvent varier considérablement, allant des parcours linéaires dans des secteurs stables aux cheminements plus chaotiques et précaires dans des domaines fortement segmentés. Ainsi, de nombreux travailleurs peuvent tenter de naviguer entre différents marchés — que ce soit en jonglant entre des emplois dans l'économie formelle et informelle ou en cherchant à développer des compétences professionnelles dans des environnements fluctuants. Certaines trajectoires sont marquées par l'ascension sociale grâce à

l'acquisition de nouvelles qualifications, tandis que beaucoup se heurtent à des obstacles significatifs liés à des inégalités structurelles. Cette diversité de trajectoires soulève des questions cruciales sur l'accès aux opportunités de formation et d'emploi, ainsi que sur les conséquences à long terme des politiques de (dé)régulation en matière de travail sur les vies professionnelles et personnelles des individus. De plus, comment les politiques agressives de retour à l'emploi, souvent mises en œuvre en période de chômage élevé, influencent-elles la manière dont les catégories de travailleurs mis en attente sont perçues et stigmatisées ? Quels sont les effets du sous-emploi sur le bien-être des individus et leur capacité à se projeter dans l'avenir, surtout dans un contexte où les formes d'emploi précaires sont de plus en plus courantes ?

Axe 2 : Le genre de l'économie et du travail

Au cours des dernières décennies, un ensemble de politiques publiques et de mouvements féministes mondiaux a propulsé « l'égalité de genre » au rang de priorité politique et d'outil de problématisation analytique. De nombreuses initiatives ont été mises en œuvre pour promouvoir « l'égalité des opportunités » afin d'aborder la question de la participation différenciée, la rémunération et les carrières des femmes sur le marché du travail, en mettant un accent particulier sur les dynamiques ségrégatives qui invisibilisent les inégalités socio-économiques. Un premier enjeu consiste à analyser les transformations contemporaines du genre en tant qu'objet des politiques publiques, régulant les relations entre les individus et les groupes sociaux qui participent ou aspirent à participer aux marchés du travail, dans un contexte d'influence croissante de la rationalité néolibérale. Cela inclut des aspects tels que la promotion de l'autoentrepreneuriat, l'individualisation des relations professionnelles, l'essor de l'économie de plateforme, ainsi que le développement du télétravail, particulièrement remis au goût du jour par la crise sanitaire dans le cadre de la négociation collective.

Il est essentiel d'explorer les interpellations multiples qui orientent les comportements des individus sur les marchés du travail, ainsi que les expériences inégalitaires vécues dans le cadre des rapports de genre qui structurent l'emploi. La sociologie a produit une littérature abondante sur les effets des politiques d'égalité et sur la dimension genrée des politiques de l'emploi, en analysant leur impact sur les conditions de vie et de travail des individus. Ces recherches portent également sur l'intersection des rapports de genre, de classe et de race sur les marchés du travail, sur les débordements des temps et lieux de travail sur les temps et espaces de vie personnelle et familiale, ainsi que sur les nouvelles figures laborieuses qui émergent de ces dynamiques.

Dans un contexte actuel marqué par des transformations profondes et continues dans la conception du travail et ses liens avec le genre, il est indispensable de poursuivre l'exploration des relations tissées entre genre et travail, en intégrant une dimension internationale. Cela permet de comprendre comment les politiques d'égalité et les normes de travail se diffusent à l'échelle mondiale, souvent influencées par des conventions et accords internationaux. Cette analyse permet aussi d'interroger comment la permanence et la reconfiguration de ces rapports sociaux révèlent de formes de travail dévalorisé, dégradé ou presque gratuit — souvent invisibilisé, tel que le travail domestique, le travail bénévole, le travail informel, ou encore les stages. Par ailleurs, il convient d'examiner l'impact des transformations sociodémographiques majeures, comme le vieillissement de la population, la salarisation massive des femmes ou l'allongement de la période d'insertion professionnelle, sur la structure du système d'emploi et les divers rapports sociaux qui en découlent, tout en tenant compte des perspectives et pratiques internationales qui façonnent ces évolutions.

En outre, il est crucial de s'interroger sur les enjeux liés aux différentes générations au travail, notamment les jeunes, qui connaissent des parcours d'insertion souvent plus tardifs en raison des évolutions économiques et sociales. Comment ces transformations impactent-elles les conditions d'insertion des nouvelles générations sur le marché du travail ? Quelles stratégies développent-elles pour naviguer dans un environnement professionnel de plus en plus instable ? Enfin, il est important de considérer les personnes qui sortent des marchés du travail, qu'il s'agisse de travailleurs vieillissants ou de ceux en reconversion professionnelle, et d'explorer les défis qu'elles rencontrent dans leur quête de réinsertion professionnelle.

Axe 3. Migrations et régimes de mobilités

Avec la globalisation, les frontières nationales du marché du travail, qui ont longtemps été des références pour les sociologues, se recomposent. Aujourd'hui, les circulations migratoires jouent un rôle central dans les transformations du monde du travail et réciproquement, facilitant des échanges enrichissants entre la sociologie du travail et les études sur les mouvements migratoires. Ces dynamiques font apparaître des défis et des opportunités pour les chercheur.es, qui doivent naviguer dans un paysage où les politiques d'emploi et les expériences de travail sont de plus en plus influencées par des mouvements migratoires complexes. Comprendre ce phénomène nécessite une approche multidimensionnelle qui intègre les dimensions économiques et sociales de la migration. Cependant, l'analyse sociologique des migrations souffre de clivages théoriques et méthodologiques qui distinguent les différentes formes de mobilité, en isolant les migrant.es économiques des expatrié.es, par exemple. Une approche intégrée des trajectoires d'emploi et des origines sociales et ethniques des personnes (in)mobiles pourrait révéler des dynamiques communes et des problématiques partagées.

Les franchissements et transgressions de frontières ne se limitent pas uniquement aux mouvements de personnes, mais concernent également le rôle des entreprises dans la captation des travailleur.es migrant.es et dans leur assignation à des marchés spécifiques selon leur nationalité et leur statut migratoire (travailleur.es communautaires et extracommunautaires, détaché.es, travailleur.es non-résident.es, saisonniers etc.). Comment les organisations du travail s'adaptent et profitent-elles de cette main-d'œuvre ? Qu'observe-t-on comme différenciation des régimes de travail selon les propriétés sociales de la main-d'œuvre - âge, genre, classe, race ? Les communications pourront faire état de différents types de migrations de travail pendulaires et des formes de délocalisations sur place dans les secteurs tels que dans l'agriculture, le bâtiment, l'emploi domestique, la logistique, l'hôtellerie-restauration etc. Ces aspects soulèvent des questions cruciales quant à l'avenir des normes de travail et des droits des travailleurs. Ainsi, l'analyse des migrations et des mobilités de travail doit prendre en compte non seulement les trajectoires individuelles, mais également les structures qui sous-tendent ces mouvements, tant sur le plan local que global, afin de saisir les enjeux contemporains du monde du travail.

Enfin, la question des migrations n'épuise pas celle des régimes de mobilité de la main-d'œuvre. Le travail transfrontalier, par exemple, avec des milliers de travailleurs français se rendant régulièrement en Belgique, en Allemagne, en Suisse ou au Luxembourg, révèle de reconfigurations socio-spatiales des territoires où les dynamiques de mobilité redéfinissent la relation entre lieux de vie et d'emploi. Parallèlement, l'explosion des mobilités quotidiennes liées au travail (de plus en plus de travailleur.es devant se déplacer quotidiennement pour se rendre dans leur espace de travail) donne des pistes sur le fait que le capitalisme privilégierait aujourd'hui des configurations alternatives échappant aux modèles traditionnels ville-usine. Cette situation soulève des questions sur le rapport à l'espace vécu et l'inscription des

résistances dans un territoire donné, en interrogeant comment ces dynamiques territoriales influencent les transferts de valeur entre les différents espaces économiques. Quels types de configurations socio-productives émergent aujourd'hui en lien avec ces régimes de mobilité et comment ces transformations affectent-elles la redistribution des ressources entre territoires ?

Axe 4 : Chaînes Globales de Valeur : Organisations, Désorganisations et Réorganisations du Travail (dans toutes ses formes)

Le monde du travail a historiquement servi de terrain d'analyse privilégié pour examiner les relations de pouvoir qui existent au sein de toute structure sociale. Depuis la modernité, le lien entre le capital et le travail est caractérisé par des tensions structurelles, où le travailleur est à la fois un élément central dans l'accumulation de capital et une source potentielle de conflit. L'approfondissement de ces relations est fondamental pour appréhender les transformations récentes du travail, marquées par le passage d'un modèle fordiste vers un paradigme d'accumulation flexible. Ce changement a entraîné l'émergence de nouvelles formes d'organisation, de gestion et, surtout, de gouvernance des travailleurs. Il ne suffisait plus d'accomplir mécaniquement des tâches dans un contexte routinier marqué par la bureaucratisation du travail ; les nouveaux scénarii exigeaient la production et la mobilisation de subjectivités dociles, alignées sur les intérêts des entreprises et orientées vers la création d'individus "autonomes", fortement impliqués émotionnellement et, surtout, autorégulés.

Les transformations contemporaines mettent en lumière la coexistence de multiples systèmes d'organisation du travail. En haut des chaînes de production et de circulation, on retrouve des transformations technologiques étonnantes : la révolution logistique, la réarticulation nouvelle du « just in time » avec le « just in case » (du fait de la nouvelle centralité des entrepôts), ou encore l'essor du « design modulaire » dans certaines industries de pointe, qui s'articulent aux dispositifs de travail en équipe, de promotion de la polyvalence, organisations « apprenantes » plus traditionnels. Ces développements sont accompagnés de l'émergence de nouvelles technologies de sélection et de distribution des tâches, souvent régies par l'intelligence artificielle. Des technologies comme le « design for manufacturing » et l'utilisation d'algorithmes pour la sélection du personnel permettent une organisation du travail axée sur la rentabilité associée à chaque profil de travailleur.e. Ces processus de désorganisation et de réorganisation se traduisent également par la mise en place de systèmes de classement et d'évaluation au sein de nombreuses entreprises. L'essor de la gestion algorithmique, en tant que moyen de triangulation du pouvoir, ainsi que les systèmes d'évaluation de performance, redéfinissent non seulement les contours du travail, mais aussi les structures sociales qui en résultent. Ces dynamiques créent de nouvelles cartographies de la gouvernance du travail, où les frontières entre pouvoir et autorité, ainsi qu'entre auto-activation et subordination, deviennent floues.

Mais suivre la chaîne globale de fabrication permet de retrouver des formes d'organisation plus « archaïques » régies selon d'autres logiques et d'autres formes de rapports (travail forcé, esclavage moderne, etc.) et qui ne se retrouvent nécessairement dans des pays très lointains. Aussi, les "ouvrier.es du clic", ces petites mains qui effectuent des tâches répétitives en attendant que les robots prennent le relais, sont emblématiques de cette multiplicité de modèles d'organisation. Même, le rationnement de l'emploi peut favoriser, à l'initiative des populations et non loin des grands centres hyper-technologisés, l'essor d'économies populaires et de subsistance, à côté mais jamais très loin des économies formelles. Par exemple, des travailleur.es de l'économie informelle comme les vendeurs.euses de rue ou ceux/celles impliqué.es dans les services domestiques peuvent être intégré.es à des chaînes globales de

valeur sans bénéficier des protections sociales. Les acteurs qui régulent ces espaces économiques méritent une attention particulière, tout comme le phénomène de la dialectique entre les prescriptions institutionnelles et la réalité vécue dans les économies domestiques et populaires. Les dynamiques d'intégration et d'opposition entre les différentes sphères économiques soulèvent des questions pertinentes sur l'articulation de régimes d'organisations du travail pluriels et de divisions du travail et de hiérarchisations au sein d'une même formation sociale. Comment le travail, dans ses diverses manifestations, façonne-t-il concrètement les espaces centraux et périphériques ? Quel rôle l'espace joue-t-il dans le (re)déploiement du travail ? Selon quelles conditions le capital réinvestit-il les territoires ? Qu'implique pour ces lieux et leurs habitants le redéveloppement d'activités économiques hautement spécialisées ? Quels changements dans les formes de travail et d'emploi en découlent, et quels déplacements de populations cela entraîne-t-il avec de nouveaux enjeux sociaux ?

Axe 5. Subjectivités, résistances et formes de mobilisation

Le travail est à la fois une relation productive et un espace de production de discours, désirs et affects, inscrits dans des formes de gouvernement qui mettent en lumière les contradictions inhérentes aux relations capitalistes de production. La culture d'autonomisation et les politiques d'activation illustrent un sujet qui, en s'appropriant le travail, renforce des discours d'indépendance et de liberté. Toutefois, en affirmant leur autonomie, les travailleurs individualisent aussi les risques sociaux, créant des paradoxes où la flexibilité et la liberté se traduisent souvent par une auto-vigilance accrue et un mal-être émotionnel. Ce contraste soulève des questions cruciales : quelles tensions émergent entre liberté et obéissance, notamment dans le contexte d'emplois « typiques » et « atypiques » ? Comment les discours sur la sécurité peuvent-ils paradoxalement accroître la précarité des travailleurs ? Et en quoi l'appel constant à la vocation et à la singularité génère-t-il une pression psychologique accrue ?

Dans un contexte où les nouvelles formes d'organisation et les rythmes de travail se multiplient, les dynamiques de gouvernance de la subjectivité révèlent d'importantes contradictions. Les formes traditionnelles de syndicalisme, centrées sur des activités productives spécifiques et des contextes régionaux, ne capturent pas efficacement les transformations du marché du travail global. En revanche, de nouvelles expériences de mobilisation et de résistance collective émergent, notamment parmi des classes travailleuses qui redéfinissent le syndicalisme actuel. Les exemples des femmes de chambre, des livreurs à vélo, des luttes paysannes contre l'agro-industrie d'exportation, des travailleur.es d'Amazon illustrent comment ces luttes s'articulent autour de conflits qui relient la dimension productive à la sphère reproductrice, abordant des enjeux aussi variés que la préservation des écosystèmes et la reproduction sociale.

Face à ces dynamiques, il est essentiel d'explorer les formes de résistance qui émergent et leurs implications. La question de l'ancrage spatial des luttes est centrale : comment les spécificités géographiques influencent-elles les stratégies de mobilisation et les subjectivités des travailleurs ? Les dimensions internationales de ces luttes, dans un contexte de crispation nationaliste, doivent être examinées pour comprendre comment les mouvements de solidarité transcendent les frontières nationales. De plus, les approches comme l'écoféminisme apportent une perspective précieuse sur les interconnexions entre les luttes pour les droits des travailleurs et celles pour la protection de l'environnement. Quels liens existent entre ces nouvelles organisations collectives et le syndicalisme traditionnel ? Quelles contradictions et frictions se manifestent entre les syndicats issus du modèle fordiste et les nouvelles luttes collectives ? De quelle manière le conflit collectif redéfinit-il l'expérience des classes travailleuses et quelle est leur relation avec la sphère reproductrice ? Ces questionnements ouvrent la voie à une analyse

approfondie des transformations contemporaines du travail, tant en périphérie qu'au cœur des systèmes de production

Propositions de communication

La proposition de communication doit comporter 2 500 signes maximum (espaces compris) et présenter la problématique, le cadre théorique, la nature des supports empiriques et les principaux résultats. Le résumé, rédigé en français ou en espagnol ou en anglais, est à déposer sur la plateforme Sciencesconf.

Une page sera habilitée dans les prochaines semaines, un mode d'emploi sera également distribué pour le dépôt.

Calendrier

Dépôt des propositions de communication 9 janvier 2026

Réponse du comité scientifique 13 février 2026

Ouverture des inscriptions en ligne 1er mars 2026

Dépôt du texte final de la communication
(max. 40 000 signes, espaces inclus) avant le 5 mai 2026

Journées Internationales de Sociologie du Travail du 7 au 10 juillet 2026

Comité Scientifique Anne-Marie Arborio - Aline Bingen - Meike Brodersen - Marie Buscatto - Sylvie Contrepolis - Didier Demazière - Jean-Michel Denis - Marie-Anne Dujarier - Michèle Dupré - Camille Dupuy - Sabine Fortino - Dominique Glaymann - Lionel Jacquot - Annie Lamanthe - Nathalie Lapeyre - Nicky Le Feuvre - Léa Lima - Pablo Lopez Calle - Esteban Martinez - Arnaud Mias - Sylvie Monchatre - Séverin Muller - Christian Papinot - Marc Perrenoud - Georgia Pétraki - Sophie Pochic - Rémy Ponge - Maria Amparo Serrano Pascual - François Sarfati - Maud Simonet - Jens Thoemmes - Laurent Willemez

Comité d'Organisation Pablo López Calle - José Ángel Calderón – María Amparo Serrano Pascual – Juan Carlos Revilla Castro - Alberto Riesco Sanz - Mar Maira Vidal - Antonio Ramírez Melgarejo - Elías Roiz Ceballos - Laureano Martínez - Daniel Candil - Álvaro Briaes - Alba Artiaga- Víctor Riesgo - Paloma Moré - Francisco Fernández Trujillo - Clara I. Guilló Girard – María Paz Martín - Carlota Carretero García - Juan David Perdomo Munar - Lucas Vaquero Álvarez - Luis Garrido Sánchez – Inés Campillo Poza - Lucas Vaquero Álvarez - Pablo Pérez Ruiz